

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban

que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 30 septembre 2024

Pour arrêter l'hémorragie il faudra leur mettre la pression

Ce n'est pas un scoop, le turn-over à Capgemini n'en finit plus. Les conditions de travail qu'on nous impose sont bien souvent pourries, et nos salaires ne suivent ni les profits immenses qu'on fabrique pour l'entreprise, ni la hausse des prix. Sauf qu'en cette rentrée, dans beaucoup d'équipes, ce n'est même plus une fuite de collègues, mais une véritable hémorragie ! La faute d'abord à des augmentations collectives comme à des primes d'intéressement et de participation au raz des pâquerettes, souvent un zéro pointé, ou des miettes au mieux. Conséquence, beaucoup de collègues se disent qu'ils seront moins mal payés dans une autre boîte du secteur. Mais l'herbe n'est pas plus verte ailleurs et si les salaires sont mauvais à Capgemini, c'est la politique de tout le patronat de l'informatique qui est en cause. Les patrons se disent qu'avec l'arrivée de nouveaux jeunes sur le marché du travail, à qui ils pensent pouvoir imposer les pires conditions, peu importe si l'absence d'augmentation pousse les « anciens » à la porte. Mais pas question de se laisser diviser entre « anciens » et « nouveaux » : pour arrêter l'hémorragie, seule solution, lutter avec nos armes de travailleurs pour imposer l'augmentation des salaires pour tous quel que soit notre statut, et pour augmenter les effectifs partout où on le juge nécessaire !

C'est pas les travailleurs qui doivent démissionner, c'est notre direction qu'il faut rembarrer

À Capgemini, la mise en concurrence artificielle entre collègues, ou entre projets jugés « performants » et ceux non-renouvelés par les donneurs d'ordre, est telle qu'on dirait presque que la direction veut en pousser beaucoup parmi nous à démissionner. Les remarques désobligeantes pour essayer de nous faire perdre confiance en nous, le fait d'être blâmés au moindre contrat de perdu, les reproches de coûter trop cher lors des déplacements... c'est même arrivé plusieurs fois que des chefs essaient de ridiculiser des collègues qui venaient rendre leur démission !

Tout cela peut changer très vite si on réalise que c'est de la direction de l'entreprise que vient le problème. Et si on s'unit pour rembarrer les chefs qui se croient tout permis.

Bordeaux : vétusté du CHU... et du système de santé

Le 14 septembre, un faux plafond est tombé sur un lit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée des urgences du groupe hospitalier de Pellegrin. Par chance, la patiente et son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet « incident malheureux », pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé. La nouvelle ministre de la Santé, Darrieussecq, a déjà annoncé : « Je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait. » Les « fées » du

gouvernement préfèrent se pencher sur d'autres berceaux, comme Sanofi, qui vient de bénéficier de 240 millions d'euros d'« aides » de l'État...

Les ouvriers indiens de Samsung en grève

Un millier de salariés, en grève, campent depuis le 9 septembre devant leur usine Samsung à Sriperumbudur, en Inde. Payés 270 euros par mois à fabriquer téléviseurs, frigos et lave-linges, ils veulent des augmentations de salaire et la reconnaissance de leur syndicat. La direction a multiplié les menaces et sanctions contre les grévistes. Une centaine d'entre eux ont même été arrêtés puis relâchés. Pourtant les travailleurs tiennent bon. Une victoire chez Samsung pourrait encourager la lutte dans bien d'autres usines du pays.

Grève chez Boeing : malgré des premiers reculs, la lutte continue !

Face aux 33 000 travailleurs de Boeing en grève depuis le 13 septembre dans les deux principales usines américaines du groupe, la direction a reculé pour proposer des augmentations salariales de 30 % étalés sur quatre ans. Un chiffre qui semble élevé, mais qui est couplé à des reculs sur les primes qui en annulent une partie. Pas dupes, les grévistes et le syndicat des machinistes IAM ont refusé l'accord et continuent la grève. Et le rapport de force est en leur faveur : on estime que leur lutte a déjà coûté 1,4 milliard de dollars à Boeing !

Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'État sait que l'envoi dans l'île de la CRS 8 ne suffira pas à étouffer la révolte. Alors il propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Ce qui revient à donner encore plus d'argent à la CMA-CGM, dont le patron est déjà la huitième fortune de France ! Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.

Suppression de l'AME : une démagogie dangereuse

Au rayon des réformes racistes qui visent à faire penser que la précarisation des travailleurs en France viendrait de l'immigration pour mieux cacher la responsabilité du patronat, on trouve la suppression de l'AME, voulue par Retailleau et applaudie par le RN. Or, cette aide ne concerne que les personnes sans-papiers les plus précaires puisque pour la toucher, il faut, entre autres, toucher moins de 10 000 euros par an, allocations comprises. Or, la majorité d'entre elles travaillent. N'importe quel être humain malade doit pouvoir être soigné où qu'il soit sur cette terre.